Revue d'histoire moderne et contemporaine

Le génocide en Galicie orientale

Dieter Pohl, Olivier Collé

Citer ce document / Cite this document :

Pohl Dieter, Collé Olivier. Le génocide en Galicie orientale. In: Revue d'histoire moderne et contemporaine, tome 47 N°2, Avril-juin 2000. La violence nazie. pp. 290-307;

https://www.persee.fr/doc/rhmc_0048-8003_2000_num_47_2_2014

Fichier pdf généré le 10/04/2018

Résumé

En juillet 1941, 540 000 juifs vivaient en Galicie orientale. Seuls 3 % d'entre eux ont survécu aux meurtres de masse. Après les pogromes qui ont vu la participation d'Ukrainiens et les fusillades massives d'hommes juifs, le génocide proprement dit a débuté en octobre 1 94 1 . Une large part de la population juive de Galicie orientale a été victime en 1942 des déportations vers le camp d'extermination de Belzec, puis, à partir de 1943, des exécutions de masse qui reprennent. Les meurtres de masse ont été préparés en commun par l'appareil policier de la S. S. (qui comprend également la police auxiliaire ukrainienne) et l'administration civile ; seul le destin de la main-d'œuvre juive a fait l'objet de débats. La connaissance des meurtres commis était largement répandue dans la région d'occupation.

Abstract

In Eastern Galicia 540,000 Jews lived in July 1941, 3 % of whom survived mass murder. After Pogroms with Ukrainian participation, and mass executions of male Jews, wholesale genocide started in October 1941. A bigger part of the Jewish minority fell victim to the deportations to Belzec extermination camp, in 1943 mass executions were relaunched. Preparation of the murder actions was based on a cooperation of the S.S.-Police apparatus (including Ukrainian auxiliary police) and the civil administration ; debate evolved exclusively concerning Jewish workforce. Knowledge of mass murder was widespread under occupation.

BY: $ = creative commons

LE GÉNOCIDE EN GALICIE ORIENTALE

Le nom de la Galicie évoque la double monarchie des Habsbourg, la pauvreté des paysans ukrainiens et le monde du *shtetl*, monde de misère mais également de solidarité. Il n'y a plus guère de trace de tout cela aujourd'hui. Certes l'Ukraine (à laquelle appartient la Galicie orientale) reste un des pays pauvres de l'Europe et la situation des paysans n'y a pas fondamentalement changé. Mais de la culture autrichienne et polonaise ne subsiste plus que l'architecture, et le monde juif a été presque totalement anéanti.

Marquée par les guerres, les occupations et les rattachements successifs à différents États, l'histoire de la Galicie orientale au XX^e siècle a été très mouvementée[1]. Cette région des confins orientaux de l'Europe centrale avait appartenu pendant presque cent cinquante ans à la monarchie austro-hongroise ; temporairement occupée par l'armée russe au cours de la Première Guerre Mondiale, elle devait, après de violents combats, revenir en 1921 à l'État polonais ressuscité. L'occupation et l'annexion par l'Union soviétique en 1939 furent suivies de l'occupation allemande puis d'une guerre civile qui opposa le N.K.V.D. et des groupes ukrainiens clandestins. Dans les années 1980, la Galicie devint une sorte de « Piémont » ukrainien, un bastion du mouvement nationaliste, qui vit son but se réaliser lorque l'Union soviétique se désintégra en 1991.

Mais la plus sombre période de l'histoire de la Galicie fut sans conteste celle des trois années d'occupation allemande, de l'été 1941 à l'été 1944, qui firent de cette contrée un champ de fosses communes. Avec une superficie de quelque 47 000 km², la Galicie orientale était plus étendue que la zone française d'occupation en Allemagne après 1945 ; des fonctionnaires allemands assassinèrent environ 11 % de la population autochtone ainsi qu'à peu près 100 000 prisonniers de guerre soviétiques. La guerre entre Ukrainiens et Polonais qui se déroula à partir de 1943 sous la domination allemande fit des dizaines de milliers d'autres victimes.

Plus qu'en aucune autre région d'Europe, ce sont les juifs qui ont été les principales victimes de la domination des Allemands[2]. Seul le district de

1. L'histoire de la Galicie au XX^e siècle reste à écrire ; pour une première approche, cf. Paul Robert MAGOCSI, *Galicia : A Historical Survey and Bibliographical Guide*, Toronto, 1983.

2. Le premier exposé de ces faits est resté complètement ignoré jusque dans les années 80 : Tatiana BERENSTEIN, « Di farnichtung fun jidische jeschuwim in Distrikt Galizien », *in Bleter far Geszichte*, 6, 1953, n° 3, p. 45-153 ; version remaniée : « Eksterminacja ludnosci zydowskiej w dystrykcie Galicja », *in Biuletyn Zydowskiego Instytutu Historycznego*, n° 61, 1967, p. 3-58.

Revue d'histoire moderne et contemporaine,
47-2, avril-juin 2000.

Persée creative commons

Varsovie de la Pologne occupée, avec son énorme ghetto, a compté davantage de morts ; dans les territoires soviétiques situés plus à l'Est, ce ne sont pas seulement les juifs qui ont été exterminés, mais aussi, dans le cadre d'opérations contre les partisans, de larges fractions de la population non-juive. Lorsque la *Wehrmacht* entra en Galicie orientale, le 22 juin 1941, quelque 570 000 juifs y vivaient ; 30 000 peut-être réussirent à s'enfuir précipitamment. Les autres, 540 000 à peu près, plus que l'Allemagne ne comptait de juifs en 1933, étaient désormais en danger de mort. Seuls 15 000 d'entre eux environ, soit 3 %, ont survécu à la guerre[3].

Comment a-t-il été possible d'en arriver là ? Dès le début de la guerre, en 1939, la persécution des juifs par les nazis avait pris un tour sanglant. Quelques centaines de juifs allemands et autrichiens avaient déjà été assassinés dans les camps de concentration ou lors des brutalités de la « Nuit de cristal ». Mais tout de suite après l'entrée des Allemands en Pologne, la violence antijuive se déchaîna sur une échelle encore inconnue. Des unités de la S.S. et de la police, mais également de la *Wehrmacht*, fusillèrent des milliers de juifs polonais jusqu'à fin 1939-début 1940. La guerre devint le catalyseur et l'alibi de la violence antijuive ; beaucoup d'inhibitions qui avaient existé malgré tout dans le Reich disparurent à l'égard des juifs de l'Est. Ce n'est toutefois qu'un aspect de la césure de septembre 1939. A long terme, les plans de grande envergure élaborés par de nombreuses administrations de l'État nazi en vue de la « purification ethnique » des territoires nouvellement occupés, eurent des conséquences plus fatales. On peut démontrer que cette planification avait commencé dès 1937. Mais une fois la Pologne envahie, les bureaucrates se trouvèrent concrètement face à une minorité juive de deux millions de personnes, dont ils ne voulaient pas et contre laquelle ils avaient l'intention de prendre des mesures plus rigoureuses qu'à l'intérieur du Reich. Il faut considérer comme la contrepartie pour ainsi dire « positive » des plans d'expulsion, les projets d'établir des colonies pour les *Volksdeutsche* des pays baltes, de Pologne orientale et de Bessarabie, que Hitler voulait mettre à l'abri de l'expansion soviétique. Ils devaient prendre la place des Polonais indésirables et des juifs qu'on expulsait des territoires de la Pologne occidentale « intégrés » (*eingegliedert*) au Reich[4].

Pour la minorité juive, on élabora des projets spéciaux de « réserves », qu'on envisagea tout d'abord d'établir dans la zone de Lublin, puis à Madagascar et enfin, en 1941, en Biélorussie. Ces réserves ne devaient pas servir seulement à isoler tous les juifs sous domination allemande ; elles devaient en outre créer les conditions de leur destruction. Dans des régions inhospitalières, on les aurait contraints à des travaux pénibles tels que la construction de routes ou l'extraction de la tourbe. A partir de 1941, cette idée se radicalisa : les juifs potentiellement dangereux, c'est-à-dire avant tout les jeunes hommes, auraient été tués ; pour les juifs en général, on avait en vue

3. Dieter POHL, *Nationalsozialistische Judenverfolgung in Ostgalizien 1941-1944. Organisation und Durchführung eines staatlichen Massenverbrechens*, Munich, 1996, p. 44-45, 385 ; voir cet ouvrage pour d'autres références.

4. Cf. en particulier Götz ALY, *« Endlösung ». Völkerverschiebung und der Mord an den europäischen Juden*, Francfort-sur-le-Main, 1995.

des projets de stérilisation à grande échelle comme il en existait déjà dans le Reich.

Mais aucune de ces « réserves » ne devint jamais réalité : les autorités allemandes d'occupation qui administraient la zone de Lublin opposèrent leur refus et obtinrent gain de cause ; l'Allemagne n'avait pas la maîtrise des mers qui lui aurait ouvert l'accès à Madagascar ; et ce qu'on avait envisagé pour la Biélorussie fut vite dépassé par la réalité de la nouvelle et ultime « solution finale de la question juive ». Une partie seulement des juifs des territoires annexés furent donc déplacés vers la Pologne occupée, le soi-disant Gouvernement Général, dans des conditions pitoyables. Mais comme ils n'étaient pas déportés, diverses autorités d'occupation établirent des ghettos. On avait déjà pratiqué dans le Reich l'isolement des juifs en leur confisquant leurs logements ; à présent, les juifs des grandes villes polonaises devaient être entassés, sur un espace des plus réduits, dans les pires quartiers. A Lodz et Varsovie, en particulier, on organisa des ghettos qui signifiaient la mort pour des dizaines de milliers de leurs habitants. Les autorités d'occupation poursuivaient plusieurs buts à la fois : mettre les juifs à l'écart, exproprier leurs biens immeubles et leurs entreprises, mais aussi obtenir de l'espace habitable. On le vit bien en mars 1941, lorsque la *Wehrmacht* marcha contre l'Union soviétique en Pologne. On chassa les Polonais des meilleurs logements et on les installa dans les quartiers des juifs ; pour ces derniers, on construisit des ghettos, par exemple à Radom et à Lublin. On doit cependant noter qu'une partie seulement des juifs polonais furent enfermés dans les ghettos. Dans beaucoup de localités, on manquait de matériaux de construction et de personnel de surveillance, de sorte que les juifs vivaient effectivement dans un quartier à part, sans y être pour autant enfermés. Ce n'est qu'en 1942 qu'on édifia des ghettos sur toute l'étendue du territoire ; mais ils servaient désormais à préparer les déportations.

A bien des égards, la campagne contre l'Union soviétique constitua la césure à partir de laquelle s'enclencha le génocide. Certes, dès l'été 1940 on avait tué par gaz des juifs allemands provenant des asiles psychiatriques ; mais ceci s'inscrivait dans le programme d'« euthanasie » des malades. Depuis le début de 1941, les chefs nazis projetaient une guerre contre le « bolchevisme juif ». Tous les plans concernant le sort de ces régions incluaient le génocide sous une forme ou sous une autre. Afin d'arriver à assurer le ravitaillement de la *Wehrmacht* à l'Est grâce à la production soviétique exclusivement, certaines régions, et avant tout les grandes villes, devaient être coupées de tout approvisionnement. Or, étant donné qu'une bonne partie de la minorité juive habitait les grandes villes, son extermination était programmée. En même temps, l'élite politique devait — comme en Pologne — être détruite, ainsi, ce qui était nouveau, que sa « base sociale » : il s'agissait essentiellement des juifs des classes supérieures ainsi que de ceux qui étaient en âge de porter les armes. L'exécution des tueries fut confiée à différents éléments : la *Wehrmacht* devait, conformément au « décret des Commissaires » (*Kommissarbefehl*), mettre à mort les officiers politiques de l'Armée rouge, présumés juifs pour la plupart. Elle se chargea parallèlement de représailles contre les actions de sabotage en fusillant des otages de préférence juifs. Pour opérer derrière les lignes furent mises sur pied à partir de mai 1941 les unités mobiles d'intervention (*Einsatzgruppen*) de la police

de sûreté et du service de sécurité[5]. Ces unités issues de la Gestapo, de la police criminelle et du service de sécurité du parti nazi, et auxquelles étaient adjoints des Waffen-S.S. et des agents de police, avaient pour mission de repérer les « adversaires » et de les éliminer. Comme il était clair d'emblée que ces trois mille hommes ne suffiraient pas à la tâche, les bataillons de la police régulière se virent assigner la même fonction. Les *Einsatzgruppen* avançaient avec la mission de mettre l'« adversaire » hors d'état de nuire ; ils étaient couverts par une sorte de mandat général, ils avaient pleins pouvoirs pour accomplir leur tâche. Avaient-ils ou non reçu l'ordre exprès de tuer tous les juifs donné avant le début de la campagne ? La question est controversée jusqu'aujourd'hui[6].

L'*Einsatzgruppe C* ne resta qu'une semaine en Galicie orientale et continua sa marche vers l'Est. Le fait qu'on découvrit des prisons remplies de cadavres en différents endroits de la région constitua une circonstance déterminante de son action. Le N.K.V.D.[7], la police secrète soviétique, avait assassiné tous les prisonniers politiques lors de son départ précipité. Du côté allemand comme du côté ukrainien, on en rendit responsables les juifs, qui auraient prétendument dénoncé les victimes et auraient été fort nombreux au sein du N.K.V.D. Comme dans les pays baltes, dès l'entrée des Allemands en Galicie orientale de violents pogroms éclatèrent. Les cadavres découverts dans les prisons du N.K.V.D. n'en furent cependant pas le seul motif. Depuis quelques années régnaient en effet dans la population ukrainienne des sentiments antisémites virulents ; des actes de violence avaient été commis dès septembre 1939, pendant la guerre. Surtout, de nombreux indices permettent de penser que l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens (O.U.N.), une organisation anticommuniste clandestine qui collaborait avec les Allemands, organisa les pogroms. L'O.U.N. mit partout sur pied des milices armées qui poussaient dans la rue les hommes juifs, parfois aussi les femmes, et les molestaient. Beaucoup furent exécutés après avoir été contraints de déterrer les cadavres des victimes du N.K.V.D. Au total, quelque 12 000 juifs de Galicie orientale furent victimes de cette vague de violence.

La *Sicherheitspolizei* avait l'ordre de provoquer ou d'encourager ces pogroms. Mais sa présence étant limitée, on ne peut mettre sur son compte qu'une partie des actes de violence. Sa mission première était d'exécuter en masse les membres de l'intelligentsia juive, et parfois polonaise. En peu de temps, l'*Einsatzgruppe C* et, probablement, la Division Viking de la Waffen-S.S., tuèrent environ 7 000 hommes juifs. Leur succéda une autre unité qui devait rester en Galicie orientale, l'*Einsatzgruppe z.b.V.* (à affectation spéciale). En juillet et août 1941, cette unité envoya des commandos établir des agences dans les villes. Ces agences organisèrent de force des instances juives, les « conseils juifs ». L'une des premières tâches de ceux-ci fut d'établir

5. La Police de Sûreté (*Sicherheitspolizei*) se composait de la Gestapo et de la police criminelle normale, c'était une institution étatique ; le Service de Sécurité (*Sicherheitsdienst*) était le service secret du parti nazi, mais à l'Est il avait également des fonctions d'« exécutif ».

6. Voir les récentes études rassemblées *in* : Peter KLEIN (éd.), *Die Einsatzgruppen in der besetzten Sowjetunion 1941/1942. Die Tätigkeits- und Lageberichte des Chefs der Sicherheitspolizei und des S.D.*, Berlin, 1997.

7. *Narodnyï Kommissariat Vnoutrennykh Diel* = Commissariat du peuple aux Affaires intérieures, désignation de la police secrète soviétique de 1934 à 1946.

des listes de notables juifs. Ils ignoraient au début que les personnes concernées étaient assassinées sur la base de ces listes. Toutefois, jusqu'en octobre 1941, la plupart des victimes des maîtres allemands de la Galicie orientale ne furent pas les juifs, mais les prisonniers de guerre soviétiques internés dans plusieurs camps de la région. La majorité d'entre eux périrent misérablement de sous-nutrition à partir de septembre-octobre 1941.

Dès la première quinzaine de juillet 1941, Hitler avait décidé de ne pas intégrer la Galicie orientale dans le *Reichskommissariat Ukraine*, avec le reste de l'Ukraine, mais de la rattacher aux territoires polonais occupés, c'est-à-dire au Gouvernement Général. Il y existait depuis le 1er août 1941 un district de Galicie dont le siège était Lemberg (Lvov). Comme dans les autres parties du Gouvernement Général, on y avait installé une administration civile avec un gouverneur de district à sa tête et des « chefs d'arrondissement » (*Kreishauptmänner*). L'administration civile avait la haute main sur presque tous les domaines, y compris la politique juive. Elle mit la situation des juifs de Galicie en conformité avec celle des autres juifs du Gouvernement Général. Ils perdirent tous leurs droits, durent porter un insigne distinctif, furent soumis au travail obligatoire. Les autorités soviétiques avaient déjà entrepris d'exproprier les grands propriétaires en 1940 ; éliminer complètement les juifs de la vie économique n'était cependant pas encore possible aux yeux des autorités allemandes d'occupation, car l'économie de la Galicie se serait effondrée. On ne se mit pas non plus tout de suite à parquer la minorité juive dans des ghettos. Jusqu'en octobre 1941, on se fonda sur la déclaration du Gouverneur Général Frank d'après laquelle tous les juifs allaient être expulsés vers la Biélorussie ; il était en conséquence inutile de créer de nouveaux ghettos. Mais lorsqu'il commença d'apparaître que la guerre contre l'Union soviétique n'était pas terminée et que la nouvelle administration d'occupation de l'Est ne prendrait pas les juifs en charge, les fonctionnaires de Galicie orientale se mirent à planifier des ghettos. Toutefois, deux ghettos seulement furent installés en 1941, à Stanislav et Tarnopol. A Lemberg, on commença à déplacer les juifs (et les Polonais) à l'intérieur de la ville, mais il fallut interrompre ces transferts lorsqu'on s'aperçut que des mouvements massifs de population ne feraient que répandre davantage encore les épidémies qui sévissaient ; le ghetto isolé ne fut créé qu'en août 1942. C'est au moment où fut édifié le ghetto de Stanislav, la plus grande ville du sud du district, que commença le génocide en Galicie, sous forme de fusillades qui n'épargnèrent ni les femmes ni les enfants. L'origine de l'ordre n'est pas encore parfaitement claire. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que le massacre général des juifs commença en octobre 1941 dans toute l'ex-Pologne orientale[8]. Comme en outre les premiers camps d'extermination locaux (Chelmno et Belzec) furent mis en projet vers le même temps, il faut supposer que la question a été discutée au niveau du pouvoir central à Berlin[9]. Tout aussi

8. Christian GERLACH, « Deutsche Wirtschaftsinteressen, Besatzungspolitik und der Mord an den Juden in Weißrußland », *in* Ulrich HERBERT (éd.), *Nationalsozialistische Vernichtungspolitik 1939 bis 1945*, Francfort-sur-le-Main, 1988, p. 263-291, ici p. 280 sq.

9. Cf. en particulier l'entretien de Himmler avec Globocnik, chef des S.S. et de la police de Lublin, le 13 octobre 1941, *in Der Dienstkalender Heinrich Himmlers 1941/1942*, édité par Peter WITTE *et al.*, Hamburg, 1999, p. 233 sq.

importantes cependant sont les initiatives locales pour l'assassinat des juifs prises depuis juillet 1941 dans les régions les plus diverses d'Europe orientale. Dans le *Wartegau*, en Pologne occidentale, on proposa de tuer les juifs du ghetto de Lodz inaptes au travail. En Union soviétique, on commença dès fin juillet à fusiller en masse des femmes et des enfants, en septembre débuta l'extermination de communautés entières, comme à Baby Yar (près de Kiew). Dans le cas de la Galicie orientale, il y a probablement un rapport entre les massacres et la création du ghetto de Stanislav. L'administration civile s'obstinait à n'accorder pour le ghetto qu'une aire beaucoup trop petite. Manifestement, on décida avec la *Sicherheitspolizei* de résoudre le problème de l'espace habitable en recourant au meurtre de masse. Le 6 octobre 1941, la police de Stanislav se rendit dans la petite ville voisine de Nadvornaïa, rassembla la communauté juive, transporta la plupart des juifs dans une forêt proche et les fusilla. Sans doute était-ce une « répétition » pour Stanislav. En effet, le 12 octobre, la moitié des juifs de Stanislav furent conduits au cimetière, où deux grandes fosses avaient été creusées. Parquées entre les murs du cimetière, les victimes durent assister à l'assassinat de leurs compagnons de souffrance par la *Sicherheitspolizei* et par des membres du bataillon de police 133. Au crépuscule, le massacre cessa et la moitié des quelque 20 000 juifs purent rentrer chez eux[10].

Le « dimanche sanglant » de Stanislav inaugura une vague de tueries analogues dans le sud du district de Galicie. La *Sicherheitspolizei* de Drogobytch, Tarnopol, Kolomyia et de Stanislav même se rendait dans de petites villes et, en collaboration avec l'*Ordnungspolizei*, la police d'ordre, y tuait une partie des juifs. Parmi ces derniers se trouvaient aussi des juifs d'Ukraine carpathique. Les autorités hongroises, qui avaient annexé cette région en 1939, essayaient de se débarrasser en particulier des juifs apatrides en les expulsant vers la Galicie orientale voisine. Même les villages des Carpathes, d'accès réputé difficile, furent le théâtre de massacres jusqu'à la fin de 1941. Enfin, à Lemberg, la constitution du ghetto ayant été interrompue, on sélectionna des personnes particulièrement misérables ou affaiblies, on les emmena à l'extérieur de la ville et on les fusilla. A la fin de 1941, la police avait assassiné environ 60 000 juifs de Galicie.

Mais ce n'était qu'une première étape de la « solution finale ». Les autorités civiles se montrèrent déçues de l'échec du ghetto de Lemberg et cherchèrent de nouvelles méthodes pour éliminer les juifs. Les services de santé tentèrent de faire venir du Reich des spécialistes de l'« euthanasie » afin d'assassiner les patients des asiles de Lemberg, dont la plupart étaient juifs[11]. Il n'y eut pas de suite. Mais au voisinage immédiat du district, à Belzec, fut construit à partir de novembre 1941, sous la direction du chef des S.S. et de la police de Lublin, Odilo Globocnik, un camp d'extermination

10. Cf. Élisabeth FREUNDLICH, *Die Ermordung einer Stadt namens Stanislau. N.S.-Vernichtungspolitik in Polen*, Vienne, 1986, notamment p. 137-186 ; ID. : « Massaker in Stanislau 1941. Versuch einer Rekonstruktion », *in Jahrbuch für deutsche Geschichte*, n° 4, 1975, p. 423-455 ; Dieter POHL, « Hans Krüger and the Murder of Jews in the Region of Stanislawów (Galicia) », *in Yad Vashem Studies*, n° 26, 1998, p. 239-264.

11. Thomas SANDKÜHLER, « *Endlösung* » *in Galizien. Der Judenmord in Ostpolen und die Rettungsaktionen von Berthold Beitz 1941-1944*, Bonn, 1996, p. 159-161, estime qu'il s'agissait de projets pour un camp d'extermination à Lemberg.

où l'on eut recours aux spécialistes de l'« *Aktion Euthanasie* » et à leur expérience. Au plus tard en février 1942, le chef des S.S. et de la police de Lemberg, Friedrich Katzmann, annonçait à l'administration civile que les juifs du district de Lublin pouvaient être déportés. L'administration du district prépara donc des déportations à partir de Lemberg et du nord du district. Le 7 mars 1942, elle exigea du conseil juif de Lemberg de lui fournir 30 000 personnes à déporter. Le 14 mars, la police juive du ghetto commença les arrestations. Mais la plupart des juifs purent s'y soustraire ; d'autres furent remis en liberté sur intervention de leur employeur. Au plus tôt le 16 mars 1942, un convoi de déportation partit de Lemberg pour Belzec, presque en même temps que la première déportation au départ de Lublin. Face aux difficultés rencontrées lors des arrestations, Katzmann finit par intervenir et organisa des rafles brutales. Jusqu'au 1er avril 1942, 15 000 juifs de Lemberg durent prendre le chemin de Belzec, où ils furent gazés. D'autres transports partirent de Galicie. Les plus touchés furent les juifs qui avaient besoin de soins, n'avaient pas de famille ou étaient inaptes au travail. Ce que signifiaient les déportations devint assez vite clair pour les administrations allemandes et pour quelques communautés juives.

D'avril à fin juillet, il y eut une pause dans les déportations et l'on réorganisa le système de persécution des juifs. Tandis que l'administration civile continuait à régir leurs conditions de vie et à préparer les déportations, la S.S. et l'appareil policier, sous la direction de Katzmann, prit en charge la « solution finale ». En mai 1942, on commença à établir des registres de toutes les communautés juives. De nombreux indices suggèrent que dans toute l'Europe la planification et les préparatifs de la « solution finale » étaient achevés en mai-juin 1942 et que le génocide débuta à ce moment. Le 19 juillet, Himmler autorisa expressément les S.S. et la police à assassiner les juifs. A partir d'août, la compétence pour le travail obligatoire des juifs passa entre les mains du chef des S.S. et de la police. Ceci était de la plus haute importance pour l'assassinat de masse, car la « solution finale » se déroulait selon un processus de sélection qui répartissait les juifs en trois catégories : d'intérêt stratégique — aptes au travail — inaptes au travail. Qui décidait du travail obligatoire décidait de la vie. Avant la reprise des déportations vers Belzec le 27 juillet 1942, les fusillades s'étaient poursuivies presque sans discontinuer dans le sud du district. Juste avant les nouvelles déportations à partir de Lemberg, Katzmann s'entretint une fois encore avec l'administration de district. Il fut parfaitement explicite :

> Le *Brigadeführer* Katzmann a fait savoir que dans un délai de six mois il n'y aurait plus un seul juif en liberté dans le Gouvernement Général. Les juifs feront l'objet soit d'un déplacement, soit d'un internement dans un camp. Les juifs vivant isolés à la campagne seront exécutés [*umgebracht*] par des commandos *ad hoc*. Les juifs concentrés dans les villes seront, au cours d'actions générales, soit liquidés, soit déplacés, soit regroupés dans des camps de travail [12].

Les neuf semaines de fin juillet à fin septembre 1942 ont été partout les pires pour les juifs de Pologne et d'Union soviétique. Dans ce bref intervalle

12. Archives régionales de Lvov (Lemberg), R-35-12-42, note de l'administration de district du 6 août 1942. « Déplacé » veut dire déporté au camp d'extermination de Belzec.

de temps, presque 1,3 million de juifs ont été assassinés, dont plus d'un million dans les camps d'extermination[13]. Quelque 126 000 personnes originaires de Galicie orientale furent transportées à Belzec et gazées. L'état-major de la S.S. et de la police, mais aussi les administrations civiles des territoires occupés, exerçaient depuis août 1942 une pression massive pour faire exterminer la plupart des juifs. En raison des énormes quotas exigés par le Reich, ils voulaient éliminer le plus grand nombre possible de « bouches inutiles » — à leurs yeux[14]. Si officiellement l'administration civile avait dû abandonner à la *Sicherheitspolizei* la compétence pour les « questions juives », elle n'en continuait pas moins à participer à l'organisation des évacuations de ghettos. Les responsables d'arrondissement déposaient une demande pour que les juifs placés sous leur autorité soient déportés. Les opérations étaient organisées par la direction de la S.S. et de la police, dont l'action était coordonnée à Cracovie et, pour le district, à Lemberg. Il fallait tout d'abord réserver un « train spécial » auprès de la *Reichsbahn* ; le nombre de victimes était déterminé par la longueur du convoi. Puis intervenait l'*Ordnungspolizei*, qui engageait les gros effectifs de ses bataillons ainsi que des agents de police dans les villes et des gendarmes dans les campagnes. Juste avant les rafles, toutes les autorités se mettaient d'accord pour bloquer les accès de la gare. Les évacuations de ghettos étaient devenues, depuis juin 1942 au plus tard, de sauvages chasses à l'homme. Le ghetto était encerclé par la police, à laquelle des unités de la *Wehrmacht* donnaient parfois un coup de main. Puis des policiers allemands et leurs auxiliaires ukrainiens pénétraient dans les maisons et en expulsaient brutalement les occupants. Ceux qui ne pouvaient être transportés, vieillards, malades des hôpitaux, petits enfants abandonnés, étaient fusillés sur place. Les juifs devaient se rassembler sur une place centrale où se déroulait une sélection. Outre la *Sicherheitspolizei*, y participaient la plupart du temps l'équipe dirigeante de l'arrondissement, le service du travail (*Arbeitsamt*) et certains entrepreneurs. Parfois, des employeurs ou des membres de l'*Arbeitsamt* faisaient tous leurs efforts pour sauver leurs collaborateurs et les familles de ceux-ci, et y réussissaient[15]. Mais en règle générale, seule une poignée de juifs étaient autorisés à rester sur place.

Les autres étaient obligés de monter dans un train de marchandises ; on entassait souvent jusqu'à 180 personnes dans un seul wagon. Durant la canicule de 1942, beaucoup de juifs périrent d'une mort atroce dans les wagons bondés. Les convois de déportation en provenance de la province s'arrêtaient souvent dans plusieurs petites villes, en sorte que de nombreux

13. Cf. Yitzhak ARAD, *Belzec, Sobibor, Treblinka : The Operation Reinhard Death Camps*, Bloomington, 1987, p. 383-395 ; Adalbert RÜCKERL (éd.), *N.S.-Vernichtungslager im Spiegel deutscher Strafprozesse*, Munich, 1978, p. 290 ; Franciszek PIPER, *Die Zahl der Opfer von Auschwitz*, Oswiecim, 1993, p. 144 ; Christian GERLACH, *Kalkulierte Morde. Die deutsche Wirtschafts- und Vernichtungspolitik in Weißrußland 1941-1944*, Hambourg, 1999 ; Dieter POHL, « Schauplatz Ukraine : Der Massenmord an den Juden in den Militärverwaltungsgebieten und im Reichskommissariat 1941-1943 », *in* Norbert FREI (éd.), *Ausbeutung — Vernichtung — Öffentlichkeit. N.S.-Lager und Vernichtungspolitik* (sous presse).

14. Cf. Christian GERLACH, « Die Bedeutung der deutschen Ernährungspolitik für die Beschleunigung des Mordes an den Juden 1942 », dans son ouvrage *Krieg, Ernährung, Völkermord, Forschungen zur deutschen Vernichtungspolitik im zweiten Weltkrieg*, Hambourg, 1998, p. 167-257, ici p. 220 sq.

15. Sur le cas de Berthold Beitz, cf. SANDKÜHLER, « *Endlösung* » *in Galizien*, p. 337 sq.

captifs devaient passer une journée entière confinés dans la fournaise des wagons. Le transport roulait si lentement vers Belzec que beaucoup de gens tentaient de s'enfuir en arrachant des planches et en sautant du train. Les policiers du convoi tiraient alors sur les fuyards, dont bien peu réchappèrent[16]. A la gare de Belzec, les convois, trop longs, étaient fractionnés ; quelques wagons à la fois entraient dans le camp. On en tirait les occupants et on sortait les cadavres. A l'exception de quelques-uns dont on avait besoin comme main-d'œuvre dans le camp, les nouveaux arrivants étaient alors conduits par fournées dans les chambres à gaz, où ils étaient exécutés.

De plus en plus d'informations filtraient sur l'endroit où se trouvaient les déportés, et la brutalité inouïe avec laquelle s'effectuait l'évacuation des ghettos ne pouvait rester un secret pour personne ; les juifs essayèrent donc de se cacher pour échapper aux « actions ». Le plus souvent, ils se retiraient dans les forêts pendant quelques jours, jusqu'à ce que la faim les ramène chez eux. Quelques-uns d'entre eux seulement réussirent à se dissimuler longtemps grâce à l'aide de Polonais ou d'Ukrainiens. La police avait l'ordre de traquer tous les juifs à l'extérieur des ghettos, c'est-à-dire des villes, et de les exécuter séance tenante. Comme c'étaient presque exclusivement les zones rurales qui étaient concernées, ces meurtres relevaient de la responsabilité de la gendarmerie et des policiers auxiliaires ukrainiens. Ce n'est pas seulement cette fuite en masse qui créa aux assassins leurs premières difficultés, à partir de fin septembre 1942 ; la machine à tuer atteignait la limite de ses capacités : on ne pouvait plus disposer de trains de la *Reichsbahn* que deux fois par semaine ; dans le camp de Belzec régnait le chaos. Il y avait des différends de plus en plus nombreux avec les employeurs, qui ne voulaient pas céder leurs forçats juifs pour les envoyer à la mort. Mais le chef des S.S. et de la police avait obtenu un large monopole d'utilisation de la main-d'œuvre juive. Dès l'automne 1941, Katzmann avait entrepris d'édifier de petits camps de travail pour les juifs. Le plus important fut celui de Lemberg-Ianovska ; au printemps de 1943, il compta par moments 8 000 prisonniers, ce qui correspondait à la taille d'un camp de concentration[17]. Katzmann installa en outre une chaîne de camps pour les travaux routiers le long de la « route IV » (*Durchgangsstraße IV*), la ligne de ravitaillement essentielle de la partie sud du front de l'Est. Himmler s'étant beaucoup intéressé à la construction de cette route, elle se trouvait en grande partie sous la garde des S.S.[18].

Tous ces facteurs firent que le chiffre des déportations diminua en octobre et novembre ; le 9 décembre 1942, le dernier transport pour Belzec quittait la Galicie. Les communautés du sud du district, notamment, avaient été en grande partie exterminées. Cependant, selon des sources allemandes,

16. On trouve des rapports de police détaillés sur l'une de ces déportations in RÜCKERL (éd.), *N.S.-Vernichtungslager*, p. 56-60 ; Ernst KLEE/Volker RIEß, *« Schöne Zeiten ». Judenmord aus der Sicht der Täter und Gaffer*, Francfort-sur-le-Main, 1988, p. 211-216.

17. Cf. Thomas SANDKÜHLER, « Das Zwangsarbeitslager Lemberg-Janowska 1941-1944 », *in* Ulrich HERBERT, Karin ORTH, Christoph DIECKMANN (éd.), *Die nationalsozialistischen Konzentrationslager. Entwicklung und Struktur*, Göttingen, 1998, p. 606-636.

18. Cf. Hermann KAIENBURG, « Jüdische Arbeitslager an der "Straße der S.S." », *in 1999*, 11e année (1996), fascicule I, p. 13-39.

161 000 juifs vivaient encore dans le district de Galicie au début de 1943, ce qui était plus que dans aucune autre région polonaise.

La police en revint à la méthode d'assassinat de 1941 : les fusillades collectives ; le site de Lemberg-Ianovska, notamment, devint un camp à la fois de travail et d'extermination. On fusillait en masse au voisinage du camp depuis septembre 1942 ; les victimes se chiffrent par dizaines de milliers. Des indices laissent cependant supposer que des trains de la mort partirent encore au printemps 1943 vers le camp d'extermination de Sobibor[19]. A partir de mai 1943, des vagues de tueries eurent lieu périodiquement. Beaucoup de ghettos avaient été liquidés, d'autres continuaient d'exister en tant que « ghettos de travail » ou, à Lemberg, « *Julag* » (camp de juifs) ; c'étaient en fait des camps de travaux forcés. Peu de femmes y vivaient encore, et presque pas d'enfants : ces derniers avaient été en majorité assassinés dès 1942. Lors des « actions » du printemps 1943, les juifs de certaines localités opposèrent une résistance armée de plus en plus farouche ; elle se révéla — comme à Varsovie — sans espoir. A la mi-mai 1943 commença la liquidation totale des ghettos, accompagnée de rafles périodiques pour capturer les dernières personnes qui se cachaient. Au 23 juin 1943, il n'y avait plus de ghettos en Galicie orientale. Mais les assassins poursuivirent leur travail : fin juin, la plupart des détenus des camps de travaux forcés étaient morts eux aussi. Dès lors ne subsistaient plus que quelques camps considérés comme particulièrement importants pour l'effort de guerre : celui de Lemberg-Ianovska, ceux qui se trouvaient près des raffineries de pétrole de Drogobytch-Borislav et à proximité des plantations de tabac au sud-est du district. A ce moment, la *Sicherheitspolizei* commença à ouvrir les fosses communes qu'elle avait laissées. Des travailleurs juifs durent déterrer les cadavres et les brûler. Toutes les traces du crime devaient disparaître. Mais l'avancée des troupes soviétiques empêcha de terminer cette tâche.

Ce sont sans doute les offensives lancées par les Soviétiques à travers l'Ukraine en octobre 1943 qui accélérèrent l'assassinat des prisonniers juifs de Lemberg-Ianoska, jusqu'au 19 octobre 1943. A partir de ce moment, toutefois, il n'y eut plus d'action meurtrière contre les quelques travailleurs qui survivaient encore, jusqu'à leur évacuation vers l'Ouest en mai-juin 1944, au cours de laquelle la plupart trouvèrent la mort. Le 5 mars 1944, des unités soviétiques foulaient à nouveau le sol de la Galicie orientale, mais il fallut attendre octobre pour que la totalité des occupants allemands soient chassés.

⁂

L'exemple de la Galicie orientale permet de préciser les mécanismes de l'assassinat des juifs par les nazis dans l'Europe de l'Est sous occupation allemande. On ne peut les comprendre qu'en détournant le regard de Berlin pour le porter sur les institutions de la périphérie chargées d'accomplir les desseins du pouvoir central. Les lignes directrices que le régime avait fixées à ces appareils étaient contradictoires : avec un minimum de personnel et d'action administrative, il fallait exploiter au maximum les régions occupées

19. Cf. Jules SCHELVIS, *Vernichtungslager Sobibor*, Berlin, 1997, p. 281.

et transformer radicalement leurs sociétés. A ces fins, plusieurs conditions devaient être remplies : mobiliser le moins d'effectifs possible en recrutant du personnel non qualifié et non allemand ; mettre sur pied un appareil policier aux compétences étendues ; placer des activistes radicaux à tous les postes clés ; supprimer les compétences et attributions formelles au profit d'une collaboration de toutes les institutions au même projet ; il était nécessaire pour cela de s'accorder sur les tâches à accomplir. En outre, il fallait mettre hors circuit la population en tant que facteur d'action autonome.

Ainsi se constitua dans le district de Galicie une administration coloniale dont l'appareil de la S.S. et de la police constituait le noyau idéologique. Aux leviers de commande étaient installés des nazis fanatiques dont la plupart avaient déjà organisé des actions criminelles. A la tête du district et des arrondissements ne se trouvaient pratiquement que des cadres nazis ; beaucoup d'entre eux étaient membres de la S.S. Aux niveaux inférieurs, le personnel était très mélangé. Dans les administration communales et les postes de police ukrainiens, il y avait bon nombre de nationalistes. La majorité de la population était tenue sous contrôle par une sorte de pouvoir paternaliste qui s'appuyait sur l'antibolchevisme général et procurait aux Ukrainiens une relative sécurité ; ce n'est pas avant l'automne 1943 qu'on en vint à des mesures de plus en plus brutales. Quant aux Polonais, ceux surtout qui vivaient dans les grandes villes, ils endurèrent dès le début un sort difficile.

Les impulsions décisives données à la destruction des juifs venaient naturellement de Berlin. Hitler était le propagateur de l'antisémitisme radical, tandis que Himmler et Heydrich organisaient la « solution finale ». On peut le démontrer clairement en ce qui concerne les meurtres commis par les *Einsatzgruppen*, encore que le cercle des victimes n'ait pas été bien précis au début et que leur choix ait dépendu des circonstances locales. Quant aux pogroms de juillet 1941, ils étaient voulus par l'autorité allemande, mais difficiles par définition à contrôler une fois déclenchés. Jusqu'à présent, on n'a pas la preuve que le pouvoir central ait ordonné les fusillades collectives qui débutèrent en octobre 1941 en Galicie orientale. Du moins est-il fort vraisemblable qu'une autorisation a été demandée. Ce que les sources attestent, ce sont de nouvelles interventions de Himmler (toujours couvert par Hitler) en juillet et octobre 1942[20] ainsi qu'en mai et octobre 1943 ; probablement est-il aussi intervenu lorsque les compétences relatives aux « questions juives » ont été transférées de l'administration civile à la police. Le déroulement des massacres d'octobre 1941 à avril 1942 a dû être fixé avant tout dans le cadre du Gouvernement Général, au siège de la police à Cracovie, dans les services de Globocnik, le chef des S.S. et de la police de la région de Lublin qui avait des camps d'extermination sous ses ordres, ainsi qu'au niveau même du district.

La mise en œuvre de la politique juive et du génocide était exclusivement réglée par les services du district — l'administration civile en ce qui concerne la politique juive. L'adoption des mesures discriminatoires déjà en vigueur dans la partie ancienne du Gouvernement Général produisit les mêmes effets

20. Cf. *Der Dienstkalender Heinrich Himmlers 1941/1942.*

négatifs en Galicie orientale. La paupérisation plongea une grande partie des juifs dans le dénuement et le marché noir devint florissant. Les restrictions alimentaires auxquelles était soumise la minorité juive diminua sa résistance aux épidémies qui se propageaient dans le Gouvernement Général à partir des camps de prisonniers de guerre. L'administration et la police ne voyaient qu'un seul aspect de cette situation qu'elles avaient elles-mêmes créée. Elles se sentirent tenues de réclamer l'éloignement des juifs, à un moment où il était clair pour tout le monde que cela équivalait à un arrêt de mort. Mais, par ailleurs, les mesures hâtives, motivées par des raisons idéologiques, qui avaient été prises dans la phase initiale furent rapportées dans quelques cas : la construction du ghetto de Lemberg fut interrompue, à Drogobytch les ouvriers et employés juifs furent à nouveau embauchés dans les raffineries dont on les avait renvoyés en juillet 1941. La réouverture de certains commerces juifs fut parfois même autorisée.

Une fois le génocide enclenché, l'administration civile en profita pour réaffirmer ses compétences jusqu'en mai 1942. Les exécutions n'étaient pas de son ressort direct, mais elle n'en continuait pas moins de pousser fortement à l'éloignement des juifs. Pour des raisons d'organisation, sa participation à l'évacuation des ghettos était indispensable. Les chefs d'arrondissement, en particulier, se considéraient comme les véritables titulaires du pouvoir dans leur circonscription et voulaient conserver une influence déterminante sur la persécution des juifs[21]. Il fallut que les évacuations dégénèrent en sanglantes boucheries pour qu'une partie de l'administration, fin octobre 1942, cessât de participer directement aux opérations. Lorsque des raisons organisationnelles le requéraient, les chefs d'arrondissement et les commissaires ruraux préparaient encore des évacuations en 1943. Les chefs de l'administration civile et les policiers dans leur ensemble étaient largement d'accord sur la nécessité d'éliminer les juifs ; les avis ne différaient que sur les modalités des exécutions collectives. Les conflits de compétences ne jouaient presque aucun rôle en Galicie orientale, au contraire de ce qui pouvait se passer dans les instances dirigeantes du Gouvernement Général à Cracovie ou à Lublin ; même lorsque des différends se produisaient, la persécution des juifs n'y avait d'ailleurs qu'une importance secondaire.

Cependant, le noyau dur de l'appareil, c'est-à-dire des exécuteurs chargés de réaliser la « solution finale » en Galicie orientale, n'était pas l'administration civile mais la *Sicherheitspolizei*. Dès 1941, il était clair que cet organe ne disposait pas du personnel suffisant pour l'extermination des juifs ; c'est pourquoi le chef des S.S. et de la police s'installa progressivement en 1941-1942 au cœur de l'organisation. Il intégra complètement la police d'ordre (*Ordnungspolizei*) à la machine de mort. En outre, par une perversion de l'entraide administrative, des unités du *Sonderdienst*, de la police des gares, des eaux et forêts, de la douane et de la *Wehrmacht* participèrent aux évacuations de ghettos. Cette collaboration n'était clairement réglementée que dans le cas de l'*Ordnungspolizei*. La condition pour être engagé dans les « *Judenaktionen* », les opérations contre les juifs, était un mélange spécifique

21. La participation de l'administration civile est désormais bien mise en évidence par Bogdan MUSIAL, *Politik gegenüber den Juden im Distrikt Lublin 1939-1944. Eine Fallstudie über die deutsche Zivilverwaltung im Generalgouvernement*, thèse (inédite) de philosophie, Université de Hanovre, 1998.

d'éléments institutionnels et personnels : ceux qui dirigeaient les actions de tuerie étaient le plus souvent des antisémites actifs qui remplissaient les critères organisationnels requis pour s'adjoindre les institutions. Mais grâce à des instructions telles que le « *Schießbefehl* », l'ordre de tirer sur les juifs à l'extérieur du ghetto, qui devint de plus en plus rigoureux de 1941 à 1943, les assassinats de juifs pouvaient également être confiés à l'*Ordnungspolizei* [22].

Tout ceci ne résultait pas seulement d'ordres formels. Les exécuteurs de l'*Ordnungspolizei* et les autres participants impliqués dans ces opérations avaient adopté l'opinion qu'une vie juive ne valait plus rien. Dans l'ensemble, il exista toujours une tension entre les spécifications berlinoises concernant la « solution finale » et leur application sur les « lieux du crime » des territoires occupés de Pologne et d'Union soviétique. Tout d'abord, on dépassa les délais impartis par Himmler pour mener à bien la « solution finale » dans le Gouvernement Général ; ils ne furent respectés que dans les arrondissements de Stanislav, Kolomyia et Gorodenka, où opéraient les fonctionnaires extrémistes de la *Sicherheitspolizei*. Prenant de court la police, se développa entre Berlin, Cracovie et Lemberg, à partir d'août 1942, un long débat sur les travailleurs juifs, qui se poursuivit dans la province. Contrairement à ce que s'était imaginé Himmler, la mise en œuvre de la « solution finale » ne fut ni « décente » (*anständig*) ni secrète. On le vit en particulier avec les fusillades collectives. A cause des résistances psychologiques que suscitait la participation à ces massacres, une discussion interne s'ouvrit fin 1941, notamment au sein de l'*Ordnungspolizei*. La manière dont se déroulèrent les liquidations de ghettos à partir d'août 1942 et les fusillades en masse à partir de fin 1942 défiait toute volonté de les tenir secrètes. La plupart de ces opérations dégénérèrent en spectacles publics. La vérité sur le camp d'extermination de Belzec transpira dès le printemps 1942 ; peu de temps après, des informations isolées parvenaient en Allemagne et dans le monde libre.

Tous ces éléments montrent que dans leur mise en application au niveau régional les intentions du pouvoir et les ordres donnés étaient liés aux mécanismes de fonctionnement de la structure et de la politique d'occupation. De même, il y eut — spécialement d'octobre 1941 à mai 1942 — de constants échanges entre le sommet de l'État nazi et les appareils chargés, quoique sans directives précises, de la « solution finale ».

La manière dont la « solution finale » s'est concrétisée en Europe de l'Est montre également à quel point est contestable la récente interprétation de l'assassinat de masse comme élément de la « modernité » [23]. Sans parler même du flou définitionnel dans l'usage des notions de « modernité » et de « modernisation », il est déjà difficile de comprendre pourquoi l'assassinat de masses humaines constituerait en soi une « modernisation ». On ne décèle guère chez les protagonistes Hitler, Himmler et Heydrich, d'intention d'« assassiner pour moderniser » dans leur persécution des juifs. Les appareils

22. Cf. Dieter POHL, *Von der « Judenpolitik » zum Judenmord. Der Distrikt Lublin des Generalgouvernements 1939-1944*, Francfort-sur-le-Main, 1993, p. 92-95.

23. Cf. Zygmunt BAUMAN, *Dialektik der Ordnung. Die Moderne und der Holocaust*, Hambourg, 1992, p. 106 sq. — ouvrage qui contient par ailleurs beaucoup d'observations pertinentes. Critiqué par Michael R. MARRUS, « Reflections on the Historiography of the Holocaust », *in Journal of Modern History*, 1994, n° 66, p. 92-116, ici p. 111 sq.

qui mettaient en pratique la « solution finale » en Europe de l'Est présentaient les signes d'une *débureaucratisation*. Ils manquaient chroniquement du personnel requis ; la répartition des tâches et des compétences n'existait le plus souvent que sur le papier. Les extrémistes nazis avaient les mains à peu près libres dans cette ambiance. En Galicie orientale, tout particulièrement, le personnel d'occupation était corrompu au plus haut degré.

Si l'on veut se représenter le déroulement effectif des tueries, c'est de chasse à l'homme qu'il faut parler, d'un mélange d'improvisation et de chaos. Même le camp d'extermination de Belzec avait été construit de manière improvisée et était en permanence menacé de paralysie technique. Tous ces phénomènes qui avaient lieu dans l'Europe de l'Est occupée appartenaient à l'essence même du « troisième Reich » ; on ne saurait les dissocier de l'histoire d'ensemble de l'Allemagne à cette époque. On peut à la rigueur entrevoir des notions « modernisantes » propres à des élites technocratiques dans le « Plan Général Est » ; mais celui-ci — pour autant qu'on puisse le reconstruire — ne contenait pas de directives techniques du Gouvernement Général, seules institutions technocratiques ici en cause, on travaillait de temps en temps à de vastes projets de changement social. Mais on ne perçoit pas d'influence directe de ce genre de conceptions sur le déroulement de la persécution des juifs. Il faut évaluer un peu différemment la « solution finale » en Europe de l'Ouest, dans le Reich et chez ses alliés. La plupart de ces pays possédaient une bureaucratie plus développée et ils étaient éloignés des lieux de massacre ; il était nécessaire de déployer des efforts de coordination à un échelon élevé. Mais il s'agit plutôt d'une exception, si l'on considère le nombre énorme des victimes à l'Est. Autrement dit, la thèse de l'« assassinat bureaucratique de masse » ne correspond elle aussi que partiellement à la réalité. Il est toutefois incontestable que les mesures prises par les nazis présentaient des traits caractéristiques des dictatures totalitaires modernes, comme le contrôle total de certains groupes voués à la persécution et la déshumanisation complète des rapports entre bourreaux et victimes.

⁂

On peut dire que pour les dirigeants allemands, la Galicie orientale eut d'emblée une position tout à fait particulière dans la « solution finale de la question juive ». Comme partout en Pologne orientale et dans les pays baltes, on considérait les juifs comme la base sociale de la bolchevisation brutale de 1940-1941. Dans la logique de l'antisémitisme nazi, il fallait prendre contre l'intelligentsia juive de ces régions des mesures de la dernière rigueur, d'autant qu'on avait exterminé dès 1939 la couche intellectuelle polonaise, considérée pourtant comme bien moins bolcheviste. Le régime ne cessa de radicaliser ses mesures brutales au cours de la guerre. Après les premiers crimes des *Einsatzgruppen* en Galicie orientale et dans les autres territoires occupés par les Soviétiques en 1939-1940, Hitler et Himmler étendirent les massacres à tous les juifs soviétiques. Le « Plan Général Est », le grand projet racial des nazis pour la Pologne et une partie de l'Union soviétique, prévoyait une germanisation rapide de la Galicie orientale, ce qui, interprété selon l'optique nazie, présupposait l'éloignement des juifs. A cet égard, la Galicie orientale avait une situation analogue à celle d'autres territoires d'Europe de

l'Est qui devaient pareillement être « colonisés » et à longue échéance incorporés au Reich. Il faut toutefois noter deux différences essentielles : le projet de germanisation de la Galicie orientale passa de plus en plus au second plan, car l'administration de district se refusait à le mettre en pratique pendant la guerre et les conditions d'une colonisation réelle faisaient défaut. En ce qui concerne la persécution des juifs, la différence essentielle de la Galicie orientale par rapport aux autres régions est l'importance numérique de ses communautés juives. Malgré les tueries ininterrompues, un tiers de ses habitants juifs vivaient encore début 1943, lorsque les projets de germanisation furent pour l'essentiel mis en sommeil. Par la suite, Hitler et Himmler se désintéressèrent de plus en plus de la Galicie orientale. Le district n'occupe donc pas de position stratégique dans le développement de la « solution finale », au rebours de la zone de Lublin, par exemple, qui dépendait de l'activiste « *völkisch* » Globocnik, ou encore de la Haute-Silésie orientale, où se trouvait le camp d'Auschwitz et où la « germanisation » commença dès le début de la guerre[24]. La comparaison de la Galicie orientale avec les autres districts du Gouvernement Général révèle des parallèles, mais aussi de nettes différences. D'abord se répéta, avec un décalage dans le temps, la persécution des juifs telle qu'elle s'était déroulée en Pologne jusqu'à l'été 1941 ; à partir d'octobre 1941, les juifs furent exécutés en Galicie orientale comme dans les autres territoires soviétiques au même moment. A cause des problèmes techniques liés au camp de Belzec, la Galicie orientale ne fut incluse dans l'« *Aktion Reinhard* »[25] que pendant une période limitée, de mars à décembre 1942. Puis elle ne fut plus touchée avant l'« *Aktion Erntefest* », l'assassinat des détenus juifs des camps du district de Lublin en novembre 1943, qui la concerna de manière indirecte. L'organisation des déportations suivait dans les bureaux de Galicie orientale le même cours exactement que dans le reste du Gouvernement Général ; celle des fusillades collectives était parallèle à ce que pratiquaient les services de police stationnés en Union soviétique. Seul le district de Bialystok, qui par ailleurs resta compris dans l'« *Aktion Reinhard* » en 1943[26], occupait une position mixte analogue — assassinat des juifs aussi bien dans des camps de concentration que par fusillades collectives. Ce qu'il y a de spécifique dans le cas de la Galicie orientale, c'est le nombre des victimes et la durée des massacres. Aucune autre région ne connut, pendant presque deux années sans discontinuer, des fusillades collectives de juifs d'une telle ampleur. Cette tuerie ininterrompue devait naturellement transformer les meurtriers en brutes complètes. Mais en même temps, on observe que des personnes d'une autre sensibilité, émues par le sort des juifs, leur vinrent en aide à partir de l'été 1943. Ces deux ordres opposés de phénomènes doivent obligatoirement être envisagés sur la base du haut degré de débureaucratisation institutionnelle de l'occupation. Dès que quelqu'un était suffisamment énergique, il pouvait intervenir sur la « solution finale »,

24. Cf. Sibylle STEINBACHER, *Auschwitz. « Germanisierung » und Genozid : Die Geschichte einer deutschen « Musterstadt »*, thèse (inédite), Université de Bochum, 1998.

25. Nom de code donné à l'extermination des juifs du Gouvernement Général dans les camps de Belzec, Sobibor et Treblinka de juin 1942 à octobre 1943, ainsi dénommée d'après Reinhard Heydrich, mort au début de juin 1942.

26. Il n'existe pas encore d'étude moderne sur la région de Bialystok ; sur la partie qui revint en 1944 à la Biélorussie, voir GERLACH, *Kalkulierte Mörde*, *op. cit.*

tant de manière humaine qu'inhumaine. Ceci est particulièrement vrai des fonctionnaires qui n'étaient pas liés institutionnellement à l'appareil policier.

Le district de Galicie occupe encore une place particulière dans la question du travail forcé des juifs. Ceux-ci avaient joué un rôle dominant dans l'économie ; la haute qualification de leurs travailleurs manuels les rendit indispensables à l'économie de guerre à partir de fin 1942, au plus tard. La « Route IV » était devenue la « marotte » de Himmler et Katzmann ; faute d'autres ouvriers, on y affecta en majorité des juifs. Ce fut à certaines périodes le plus vaste projet cohérent de travail forcé des juifs en Europe, s'étendant de la Galicie orientale jusque dans les profondeurs de l'Ukraine. L'exploitation du pétrole dans la zone de Drogobytch, qui avait une grande importance pour l'effort de guerre allemand, occupait aussi une place spéciale. Il n'existait de complexes de travail forcé comparables en Europe de l'Est que dans les plus grands ghettos, ceux de Varsovie ou de Lodz, l'organisation Schmelt de Silésie, et dans le système de camps dirigé par Odilo Globocnik, mais dans tous ces cas la diversification des entreprises était la règle. Les camps de travail offraient des chances de survie ; s'ils retardèrent l'extermination des travailleurs juifs, reste qu'ils ne l'empêchèrent pas.

Les persécutions antijuives en Pologne et en Union soviétique se sont inscrites dans le cadre de la collaboration ; cet aspect des choses n'a pas encore fait l'objet d'une véritable étude systématique[27]. Une nouvelle fois, c'est avec l'est de la Pologne et les pays baltes que la Galicie orientale présente le plus de parallèles. L'antisémitisme traditionnel s'est trouvé renforcé par l'image négative des juifs liée à la domination soviétique de 1940-1941. Les mouvements nationalistes clandestins préparèrent avec la *Wehrmacht* des mesures antijuives pour les premières semaines de guerre. Ils prirent part aux pogroms de juin-juillet 1941. Ensuite, les nationalistes ukrainiens s'éloignèrent peu à peu des occupants allemands. L'O.U.N. rentra de nouveau dans la clandestinité — en lutte cette fois contre les Allemands ; mais son attitude envers les juifs ne semble pas avoir changé. La police auxiliaire ukrainienne, dont les membres étaient issus en grande partie des milices de l'O.U.N., participa en 1941 au rassemblement des juifs ; à partir de 1942, elle fut armée et se livra à des fusillades. Durant la dernière phase de l'occupation, les policiers ukrainiens jouèrent un rôle déterminant dans la recherche et la liquidation des juifs qui s'étaient cachés. Les polices auxiliaires et les administrations communales autochtones ressemblaient à toutes celles des territoires soviétiques occupés pour ce qui est de leur personnel, de leur organisation et de leur activité.

En 1943 se produisit une évolution spécifique à l'Ukraine, notamment dans la partie occidentale. Des forces nationalistes clandestines firent leur apparition, alors que le mouvement des partisans communistes demeurait comparativement faible. Pour les juifs survivants, cette situation fut plutôt négative, car ils n'étaient guère aidés que par les mouvements clandestins de

27. Cf. Frank GOLCZEWSKI, « Organe der deutschen Besatzungsmacht : die ukrainischen Schutzmannschaften », *in* Wolfgang BENZ/Johannes HOUWINK TEN CATE, Gerhard OTTO (éd.), *Die Bürokratie der Okkupation. Strukturen der Herrschaft und Verwaltung im besetzten Europa*, Berlin, 1998, p. 173-196 ; Martin DEAN, *Collaboration in the Holocaust. Crimes of the Local Police in Belorussia and Ukraine 1941-1944*, New York, 2000.

gauche. Dans l'ensemble, la participation des administrations autochtones aux exécutions de juifs en Galicie orientale fut considérable : des milliers de policiers auxiliaires et d'employés communaux y prirent part. Mais la base de leur action restait l'organisation et la conduite de ces exécutions par les Allemands. Il n'est pas assuré qu'un nombre beaucoup plus grand de juifs auraient survécu à la guerre si cette collaboration avait été moins intense. On peut en douter si l'on songe à l'importance attribuée par le pouvoir nazi à la « solution finale » dans la répartition des ressources. Puisque Hitler et Himmler donnaient à la destruction des juifs une large priorité sur d'autres objectifs, ils se seraient sans doute procuré autrement le personnel nécessaire. On n'a pas encore étudié suffisamment l'attitude de la société non-juive de Galicie orientale, c'est-à-dire des Polonais dans les villes et des Ukrainiens dans les campagnes. Tandis que les Polonais restaient dans la position d'une minorité et subissaient des persécutions, la situation des Ukrainiens s'améliora quelque peu par comparaison avec les années de la domination soviétique (1939-1941). Il est indéniable qu'existaient au sein de l'un et l'autre de ces groupes des courants antisémites ; ils se manifestèrent lors des pogroms commis par des Ukrainiens en juillet 1941. Chez les Ukrainiens, seule à peu près l'extrême-droite se dota d'une forme institutionnelle, l'O.U.N. ; la résistance polonaise demeura dans sa situation de minorité. On peut considérer qu'au total, l'attitude majoritaire de la population face au génocide fut plutôt passive. Toutefois, le nombre d'Ukrainiens qui ont sauvé des juifs est plus élevé qu'on ne l'a pensé pendant longtemps[28]. Ceci dit, pour les juifs qui se cachaient, la menace la plus redoutable était les dénonciations de collaborateurs qui jusqu'au milieu de 1942 inondèrent les services allemands. S'il y en avait eu moins, un plus grand nombre de juifs auraient survécu à la guerre dans leurs cachettes, car le pouvoir allemand ne pénétrait guère dans les habitations des Ukrainiens et des Polonais. Il faut enfin prendre en considération, outre les profiteurs allemands de l'assassinat de masse, tous les petits profiteurs des persécutions : Polonais, Ukrainiens et *Volksdeutsche* pouvaient s'emparer des commerces ou des entreprises des juifs, garnir leurs maisons de meubles juifs et faire main basse sur quantité d'ustensiles de toute sorte. Ils ne se différenciaient guère en cela de leurs maîtres allemands.

⁂

Le cas de la Galicie orientale montre de façon exemplaire à quel point même ceux qui suivaient sans enthousiasme le régime nazi étaient prompts à collaborer à des actions meurtrières. Dès la fin des années 1930, l'antisémitisme était devenu chose commune ; bien peu de gens en étaient indemnes. Dans les conditions créées par la guerre et par une occupation raciste que ne refrénait aucune morale, beaucoup crurent à la légitimité de la persécution des juifs, alors même que celle-ci prenait des formes toujours plus extrêmes. Lorsque certains reculèrent d'effroi devant la réalité du génocide, il était trop tard. Vu la large base institutionnelle de la persécution des juifs, il n'y a

28. Cf. Frank GOLCZEWSKI, « Die Revision eines Klischees. Die Rettung von verfolgten Juden im Zweiten Krieg durch Ukrainer », *in* Wolfgang BENZ, Juliane WETZEL (éd.), *Solidarität und Hilfe für Juden während der N.S.-Zeit*, tome 2, Berlin, 1998, p. 9-82.

guère d'administration qui n'y ait pris part sous une forme ou sous une autre. Après 1945, l'immense majorité des fonctionnaires allemands se refusait à reconnaître cette réalité ; on faisait des fantasmatiques « S.S. » les seuls et uniques coupables, contre les excès desquels on prétendait s'être toujours insurgé. En réalité, la « solution finale » en Galicie orientale fut l'ouvrage commun de la S.S. et de l'appareil policier, de l'administration civile et d'autres services officiels. Pourtant, quelques coupables seulement, tous agents de la Gestapo ou du *Sicherheitsdienst*, eurent à répondre de leurs actes devant la justice criminelle. Les tribunaux occidentaux condamnèrent en tout et pour tout 51 personnes[29] ; il n'y avait parmi elles aucun des membres de l'administration civile. Parmi ces derniers, quelques-uns firent une belle carrière en République fédérale[30]. Malgré tout, eu égard aux circonstances de l'époque, les procureurs fédéraux ont considérablement contribué à éclairer les événements de Galicie. Sans leurs enquêtes, il serait à peu près impossible aujourd'hui de reconstituer précisément l'assassinat de 530 000 êtres humains.

Dieter POHL,
Institut für Zeitgeschichte, Munich.

Traduit par Olivier Collé.

29. Il faut ajouter au moins 40 Allemands et des centaines de collaborateurs ukrainiens et allemands ethniques condamnés par des tribunaux polonais et soviétiques.

30. En ce qui concerne le chef de l'arrondissement de Brzezany et plus tard ministre des Affaires sociales du Land de Schleswig-Holstein, Asbach, cf. Klaus-Detlev GODAU-SCHÜTTKE, *Die Heyde-Sawade Affäre*, Baden-Baden, 1998, p. 120-131.